

Appel à Communication

Colloque international

**« La fabrique du patrimoine immatériel en Europe et en Amérique »,
15-17 mai 2019**

Université de Bretagne Occidentale

Le texte de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel approuvé en 2003 par l'UNESCO définit celui-ci comme « les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire - ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés - que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine ». Ce même texte précise que ce patrimoine culturel immatériel « se manifeste notamment dans les domaines suivants : (a) les traditions et expressions orales, y compris la langue comme vecteur du patrimoine culturel immatériel ; (b) les arts du spectacle ; (c) les pratiques sociales, rituels et événements festifs ; (d) les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ; (e) les savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel ».

Sans chercher à questionner ni la pertinence de cette définition ni les frontières parfois diffuses entre patrimoine matériel et immatériel, ce colloque a pour objectif de réfléchir aux processus de construction de ce patrimoine immatériel, à ses tenants et aboutissants, aux acteurs impliqués, aux buts poursuivis ainsi qu'aux risques et dangers liés à cette forme de patrimonialisation.

Force est de constater que nous assistons depuis quelques années à une « mise en mémoire » de pratiques culturelles de plus en plus courante dont le but est la sauvegarde mais aussi une plus grande visibilité sociale dans des contextes (modernisation, urbanisation, globalisation, etc.) où celles-ci sont menacées ou du moins perçues comme étant en danger. Cette inflation mémorielle et patrimoniale à laquelle nous assistons serait en quelque sorte le résultat d'un combat pour préserver ces pratiques culturelles.

Ce colloque cherche à inscrire l'analyse du patrimoine immatériel dans un continuum qui intègre les processus de construction identitaire, la volonté de « mise en mémoire » de certaines pratiques et éléments culturels avec lesquels un groupe s'identifie en tant que groupe (ce qui implique la sélection de certains éléments et la mise à l'écart d'autres), puis le recours à la patrimonialisation de cet « héritage culturel » considéré comme une richesse commune à préserver ainsi qu'un élément central de l'identité.

D'entre tous les acteurs concernés par des processus de patrimonialisation, le colloque propose un recentrage sur trois groupes, à savoir : les populations immigrées (voire émigrées), les populations autochtones (amérindiens répartis sur tout le continent) et les habitants de régions où les revendications identitaires sont particulièrement fortes (Québec, Bretagne, Pays Basque, etc.). Le choix de ces trois groupes nous permettra de réaliser une mise en perspective sur les processus et les mécanismes adoptés au sein de chaque groupe, afin de dégager des particularités ou des points de rencontre. Il s'agira de comprendre la place que ces pratiques « patrimonialisatrices » occupent dans la construction de l'identité mais aussi dans leur besoin de reconnaissance et/ou légitimité en tant que collectif. La patrimonialisation du tango né des populations immigrantes installées à Buenos Aires, de la capoeira issue des populations afro-brésiliennes, de la pirekua des communautés autochtones de l'état mexicain de Michoacán pour le continent américain, et du fest-noz breton, des polyphonies corses (cantù in paghjella) ou du flamenco andalou pour le continent européen sont autant d'exemples de l'importance que ces différents groupes octroient aux processus de patrimonialisation.

Dans cette perspective qui allie les notions d'identité, mémoire et patrimoine, un premier angle d'approche privilégié est celui de la « fabrique » du patrimoine immatériel, c'est-à-dire, l'analyse des processus à partir desquels certains collectifs sélectionnent ou font émerger des objets, des savoirs ou savoir-faire et/ou pratiques culturelles dans un but de patrimonialisation ou d'institutionnalisation : quels sont les critères retenus ? Quel est le moment choisi pour cette demande ? Quels sont les acteurs impliqués ? Quels sont les formes choisies pour cette patrimonialisation (musée, demande de reconnaissance auprès d'organismes publics nationaux et/ou supranationaux, expériences informelles hors circuits UNESCO, etc.) ?

Le colloque s'intéressera aussi bien aux initiatives conçues et menées par les populations qu'à celles envisagées et déployées par les instances publiques (régionales, nationales, ou supra voire trans – nationales), comme c'est par exemple le cas des différents musées des migrations ou ceux concernant les populations autochtones. Quelle est le but de cette transformation du patrimoine d'un groupe minoritaire en patrimoine « national » puis patrimoine de l'humanité ? Quels sont les usages publics de ces pratiques « patrimonialisées » ? Comment cette « mise en patrimoine » est perçue par les groupes concernés ?

Un dernier angle d'approche privilégié sera l'analyse du rôle de la notion de danger dans les processus de patrimonialisation et ses conséquences. Quelles sont les stratégies déployées pour faire face à la très forte vulnérabilité de ces cultures immatérielles, orales pour la plupart d'entre elles ? Quelles sont les actions mises en place par l'ensemble des acteurs concernés pour les « protéger » des « dangers » liés à la globalisation, l'urbanisation, le tourisme, les transformations de la vie contemporaine, la technologie, etc. ? Comment se positionnent-ils quand le patrimoine immatériel devient une simple attraction touristique ou un produit commercial ? Est-il possible de faire en sorte que ce même patrimoine garde son dynamisme et sa capacité à évoluer et éviter de le « fossiliser » ou de le considérer comme un élément exotique du passé ?

D'un point de vue méthodologique, l'approche proposée par le colloque sera avant tout pluri et interdisciplinaire ; tous les points de vue seront les bienvenus, qu'ils aient trait avec l'histoire, la sociologie, l'anthropologie, la géographie, l'urbanisme, l'architecture, l'histoire de l'art, les sciences de la nature et de l'environnement, le droit, la narratologie, etc. Les analyses pourront adopter une perspective diachronique aussi bien que synchronique et également miser sur la comparaison entre plusieurs processus de patrimonialisation.

Les propositions (en anglais, en français, en portugais ou en espagnol) devront comporter le nom et le prénom, le titre, un résumé de la communication d'environ 300-500 mots et une brève notice biographique. Elles devront être envoyées **avant le 15 décembre 2018**.

Elles seront à adresser conjointement aux organisatrices du colloque :

- Edna Hernández González: Edna.Hernandez@univ-brest.fr
- María José Fernández Vicente: fernandezv@univ-brest.fr

La réponse du comité scientifique sera envoyée aux intervenant.e.s avant le **15 janvier 2019**.

Comité scientifique: Catherine Conan (Université de Bretagne Occidentale), Eliane Elmaleh (Le Mans Université), María José Fernández Vicente (Université de Bretagne Occidentale), Edna Hernández González (Université de Bretagne Occidentale), Marcelo Carlos Huernos (Universidad Nacional de Buenos Aires), Daniel Le Couédic (Université de Bretagne Occidentale), Anne Le Guellec (Université de Bretagne Occidentale), María Estela Mansur (Universidad Nacional de Tierra del Fuego), Guy Mercier (Université Laval), Marie-Christine Michaud (Université Bretagne Sud), Silvia Nemer (Fundação Casa de Rui Barbosa), Jimena Obregon (Université de Rennes 2), Miguel Olmos Aguilera (Colegio de la Frontera Norte), Marie Laure Poulot (Université de Cergy Pontoise), Sylvie Pédrón-Colombani (Université Paris Nanterre), Lionel Prigent (Université de Bretagne Occidentale), Aurelio Sánchez Suárez (Universidad de Yucatan), Jean-Marc Serme (Université de Bretagne Occidentale), Sheri Shuck-Hall (Christopher Newport University).

CONVOCATORIA

Coloquio internacional « La fábrica del patrimonio inmaterial en Europa y América »

Universidad de Bretaña Occidental (Brest), 15-17 de mayo 2019

El texto de la Convención para la salvaguardia del patrimonio cultural inmaterial aprobado en 2003 por la UNESCO definía este patrimonio como « los usos, representaciones, expresiones, conocimientos y técnicas – junto con los instrumentos, objetos, artefactos y espacios culturales que les son inherentes – que las comunidades, los grupos y en algunos casos los individuos reconozcan como parte integrante de su patrimonio cultural. Este patrimonio cultural inmaterial, que se transmite de generación en generación, es recreado constantemente por las comunidades y grupos en función de su entorno, su interacción con la naturaleza y su historia, infundiéndoles un sentimiento de identidad y continuidad y contribuyendo así a promover el respeto de la diversidad cultural y la creatividad humana ». Este mismo texto precisa que este patrimonio cultural inmaterial « se manifiesta en particular en los ámbitos siguientes: (a) tradiciones y expresiones orales, incluido el idioma como vehículo del patrimonio cultural inmaterial; (b) artes del espectáculo; (c) usos sociales, rituales y actos festivos; (d) conocimientos y usos relacionados con la naturaleza y el universo; (e) técnicas artesanales tradicionales ».

Dejando de lado las cuestiones relativas a la pertinencia o no de esta definición o a las fronteras a menudo difusas entre patrimonio material e inmaterial, este coloquio tiene como objetivo reflexionar sobre los procesos de construcción de este patrimonio inmaterial, sus pormenores, los agentes en él implicados, los objetivos perseguidos, así como los riesgos y peligros derivados de esta forma de patrimonialización.

Resulta evidente que desde hace unos años asistimos a una corriente cada vez importante de memorialización de las prácticas culturales cuyo objetivo es su salvaguardia, pero también una mayor visibilidad social en contextos (modernización, urbanización, globalización, etc.) en los que estas se ven amenazadas o al menos se perciben en situación de peligro. Esta inflación memorial y patrimonial a la que asistimos vendría a ser el resultado de un combate destinado a preservar estas prácticas culturales.

Este coloquio trata de inscribir el análisis del patrimonio inmaterial en un continuum que integra los procesos de construcción identitaria, la voluntad de grabar en la memoria aquellas prácticas y elementos culturales con los que un grupo se identifica en tanto que grupo (lo cual implica seleccionar determinados elementos y descartar otros), así como el recurso a la patrimonialización de esta « herencia cultural » que se considera tanto una riqueza común que hay que preservar como un elemento central de la identidad.

Del conjunto de agentes implicados en los procesos de patrimonialización, el coloquio propone centrarse en tres grupos, a saber: las poblaciones inmigradas (así como los emigrantes), las poblaciones autóctonas (los amerindios repartidos por todo el continente) y los habitantes de regiones caracterizadas por sus marcadas reivindicaciones identitarias (Quebec, Bretaña, País Vasco, etc.). La elección de estos tres grupos nos permitirá focalizarnos en los procesos y mecanismos adoptados por todos y cada uno de ellos con el fin de extraer las especificidades y las convergencias. Se tratará con ello de entender el lugar que estas prácticas de patrimonialización ocupan en la construcción de la identidad, pero también en su necesidad de reconocimiento y/o legitimada como grupo. La patrimonialización del tango, cuyo origen se encuentra en las poblaciones inmigrantes instaladas en Buenos Aires, de la capoeira nacida de las poblaciones afrobrasileñas, de la pirekua propia de las comunidades autóctonas del estado mexicano de Michoacán etc. para el continente americano; del fest-noz bretón, de las polifonías corsas (cantù in paghjella) o del flamenco andaluz por citar algunos casos vinculados al continente europeo, son algunos de los ejemplos de la importancia que estos diferentes grupos otorgan al proceso de patrimonialización.

Desde esta perspectiva que alía las nociones de identidad, memoria y patrimonio, uno de los enfoques que se privilegiarán será el de la « fábrica » del patrimonio inmaterial, esto es, el análisis de los procesos a partir

de los cuales algunos grupos seleccionan o sacan a la luz objetos, saber o saber-hacer y/o prácticas culturales con fines de patrimonialización o institucionalización: ¿qué criterios se tienen en cuenta? ¿Qué momento se elige para llevar a cabo la demanda? ¿Cuáles son los agentes implicados? ¿Cuáles son las formas de patrimonialización elegidas (museo, demanda de reconocimiento ante organismo públicos nacionales o supranacionales, experiencias informales exteriores a los circuitos de la UNESCO, etc.)?

El coloquio se interesará tanto por las iniciativas concebidas e impulsadas por las poblaciones como por aquellas ideadas y emprendidas por los poderes públicos (regionales, nacionales, o supra e incluso transnacionales) como es el caso de los diferentes museos de las migraciones o aquellos relativos a las poblaciones autóctonas. ¿Qué objetivos se persiguen con la transformación del patrimonio de un grupo minoritario en patrimonio « nacional » e incluso patrimonio de la humanidad? ¿Cuáles son los usos públicos de estas prácticas « patrimonializadas »? ¿Cómo perciben este proceso los grupos concernidos?

Un último enfoque que se privilegiará será el análisis del papel de la noción de peligro en los procesos de patrimonialización y sus consecuencias. ¿Cuáles son las estrategias utilizadas para hacer frente a la importante vulnerabilidad de estas culturas inmateriales, orales en su mayor parte? ¿Cuáles son las acciones puestas en marcha por el conjunto de agentes implicados para « protegerlas » de los « peligros » vinculados a la globalización, la urbanización, el turismo, las transformaciones de la vida contemporánea, la tecnología, etc.? ¿Qué actitud toman estos cuando el patrimonio inmaterial se convierte en una mera atracción turística o un producto comercial? ¿Es posible conseguir que ese mismo patrimonio mantenga su dinamismo y su capacidad para evolucionar evitando así « fosilización » o el hecho de ser considerado como un elemento exótico del pasado?

Desde un punto de vista metodológico, el enfoque propuesto por el coloquio será ante todo pluri e interdisciplinar; se aceptarán todos los puntos de vista, tanto los que se apoyen en la disciplina histórica como en la sociología, la antropología, la geografía, el urbanismo, la arquitectura, la historia del arte, las ciencias naturales y el medio ambiente, el derecho, la narratología, etc. Los análisis podrán adoptar una perspectiva tanto diacrónica como sincrónica y podrán también abordar la comparación entre varios procesos de patrimonialización.

Las propuestas (en inglés, francés, portugués o español) incluirán : nombre y apellidos del autor, título, resumen de 300-500 palabras y un currículum abreviado.

Los resúmenes deberán ser enviados, **antes del 15 de diciembre 2018**, a las organizadoras del coloquio :

- Edna Hernández González: Edna.Hernandez@univ-brest.fr
- María José Fernández Vicente: fernandezv@univ-brest.fr

La respuesta del comité científico se enviará a los participantes **antes del 15 de enero de 2019**.

Comité científico: Catherine Conan (Université de Bretagne Occidentale), Eliane Elmaleh (Le Mans Université), María José Fernández Vicente (Université de Bretagne Occidentale), Edna Hernández González (Université de Bretagne Occidentale), Marcelo Carlos Huernos (Universidad Nacional de Buenos Aires), Daniel Le Couédic (Université de Bretagne Occidentale), Anne Le Guellec (Université de Bretagne Occidentale), María Estela Mansur (Universidad Nacional de Tierra del Fuego), Guy Mercier (Université Laval), Marie-Christine Michaud (Université Bretagne Sud), Silvia Nemer (Fundação Casa de Rui Barbosa), Jimena Obregon (Université de Rennes 2), Miguel Olmos Aguilera (Colegio de la Frontera Norte), Marie Laure Poulot (Université de Cergy Pontoise), Sylvie Pédrón-Colombani (Université Paris Nanterre), Lionel Prigent (Université de Bretagne Occidentale), Aurelio Sánchez Suárez (Universidad de Yucatan), Jean-Marc Serme (Université de Bretagne Occidentale), Sheri Shuck-Hall (Christopher Newport University).

CALL FOR PAPERS

International Symposium « Factory of intangible heritage in Europa and America »

Université de Bretagne Occidentale (Brest), from the 15th to the 17th may 2019

The text of the Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage was approved in 2003 by UNESCO. As it is stated in Article 2,

“for the purposes of this Convention, the ‘intangible cultural heritage’ means the practices, representations, expressions, knowledge, skills – as well as the instruments, objects, artefacts and cultural spaces associated therewith – that communities, groups and, in some cases, individuals recognize as part of their cultural heritage. This intangible cultural heritage, transmitted from generation to generation, is constantly recreated by communities and groups in response to their environment, their interaction with nature and their history, and provides them with a sense of identity and continuity, thus promoting respect for cultural diversity and human creativity.”

A few lines later, it is stated that

“the ‘intangible cultural heritage’, as defined in paragraph 1 above, is manifested inter alia in the following domains:

- (a) oral traditions and expressions, including language as a vehicle of the intangible cultural heritage;
- (b) performing arts;
- (c) social practices, rituals and festive events;
- (d) knowledge and practices concerning nature and the universe;
- (e) traditional craftsmanship.”

It is not the purpose of this conference to question the relevance of this definition or the sometimes diffuse boundaries between tangible and intangible heritage. The objective is to reflect on the processes of construction of the intangible heritage, its ins and outs, the people involved, the goals as well as the dangers and risks associated with this form of heritage.

It is clear that there has been a drive towards remembering and storing up more and more cultural practices in order to safeguard them and provide them with a larger social visibility in contexts where they are threatened or at least perceived to be in danger. Those contexts are modernization, urbanization, or globalization. The rising tide of memory and heritage projects may be the result of a struggle to preserve these cultural practices.

The conference will look at the analysis of the intangible heritage set in a continuum which integrates the process of identity building, the will to safeguard and remember certain practices and cultural elements with which a group self-identifies (and that involves a selection and weaning process), and turning this cultural heritage into a common treasure to be preserved as one of the central elements of the group’s identity.

Out of the many people concerned by heritage designation, three groups have been especially selected here: immigrant (or emigrant) populations, native groups (spread out over the whole western hemisphere), and people who live in places with strong identity claims (Québec, Brittany, Basque country, etc.). This selection will allow scholars to put the processes and mechanisms within these groups into perspective in order to point at specificities and similarities. We’ll be trying to understand the relationship between heritage designation and identity building as well as these groups’ need for recognition and/or legitimacy as a collective. The following examples of heritage designation show the importance that these groups give to the process of heritage designation: tango, created by immigrants to Buenos Aires (Argentina), capoeira, created by afro-Brazilian people, of Pirekua, created by the native population of the Mexican state of Michoacán, or the Breton Fest-Noz (France), or Corsican polyphony, or flamenco music from Andalusia.

In this perspective, which combines the notions of identity, memory and heritage, a first preferred angle of approach is that of the "factory" of the intangible heritage, that is to say, the analysis of the processes from which certain collectives select or bring out objects, knowledge or know-how and / or cultural practices for the

purpose of heritage or institutionalization: what criteria are selected? At what time is the claim made? Who is involved? Which forms are chosen (museums, nomination proposals to national or supranational public institutions, informal experiments outside of the UNESCO network, etc.)?

The symposium will focus on initiatives designed and carried out by people or by public authorities (regional, national, or even transnational), as is the case, for example, with the various migration museums or those concerning native populations. What is the purpose of this transformation of the heritage of a minority group into "national" heritage and then heritage of humanity? What are the public uses of these heritage practices? How is this heritage designation perceived by the groups concerned?

Another perspective will be the analysis of the role of the notion of danger in heritage processes and its consequences. What are the strategies designed to deal with the very high vulnerability of these intangible cultures, most of which are oral? What are the actions put in place by all the actors concerned to "protect" them from the "dangers" linked to globalization, urbanization, tourism, the transformations of contemporary life, technology, etc.? How do they position themselves when the intangible heritage becomes a mere tourist attraction or a commercial product? Is it possible to ensure that this same heritage retains its dynamism and ability to evolve and avoid "fossilizing" it or considering it as an exotic element of the past?

From a methodological point of view, the approach proposed by the conference will first and foremost be multi-disciplinary and interdisciplinary; all points of view will be welcome, whether they relate to history, sociology, anthropology, geography, urban planning, architecture, art history, natural sciences and the environment, law, narratology, etc. Diachronic as well as synchronic perspectives are both welcome and the papers can rely on the comparison between several processes of heritage designation.

Proposals (in English, French, Portuguese or Spanish) should include the author's first and last names, the title of the paper, an abstract of about 300-500 words, and a brief biography. They must be sent by **December 15, 2018**.

They will be addressed to the two organizers of the conference:

- Edna Hernández González: Edna.Hernandez@univ-brest.fr
- María José Fernández Vicente: fernandezv@univ-brest.fr

Authors whose abstracts are selected will be notified by **January 15, 2019**.

Scientific Comitee : Catherine Conan (Université de Bretagne Occidentale), Eliane Elmaleh (Le Mans Université), María José Fernández Vicente (Université de Bretagne Occidentale), Edna Hernández González (Université de Bretagne Occidentale), Marcelo Carlos Huernos (Universidad Nacional de Buenos Aires), Daniel Le Couédic (Université de Bretagne Occidentale), Anne Le Guellec (Université de Bretagne Occidentale), María Estela Mansur (Universidad Nacional de Tierra del Fuego), Guy Mercier (Université Laval), Marie-Christine Michaud (Université Bretagne Sud), Silvia Nemer (Fundação Casa de Rui Barbosa), Jimena Obregon (Université de Rennes 2), Miguel Olmos Aguilera (Colegio de la Frontera Norte), Marie Laure Poulot (Université de Cergy Pontoise), Sylvie Pédrón-Colombani (Université Paris Nanterre), Lionel Prigent (Université de Bretagne Occidentale), Aurelio Sánchez Suárez (Universidad de Yucatan), Jean-Marc Serme (Université de Bretagne Occidentale), Sheri Shuck-Hall (Christopher Newport University).

CHAMADA PARA COMUNICAÇÕES

COLÓQUIO “A fábrica do patrimônio imaterial na Europa e na América”

Universidade da Bretanha Ocidental (Brest), 15-17 de maio de 2019

O texto para salvaguarda do patrimônio cultural imaterial aprovado em 2003 pela UNESCO o define como “as práticas, representações, expressões, conhecimentos e saberes – bem como os instrumentos, objetos, artefatos e espaços culturais a estes associados – que as comunidades, grupos e, em alguns casos, os indivíduos reconhecem como parte integrante do seu patrimônio cultural. Este patrimônio cultural imaterial, transmitido de geração a geração, é recriado permanentemente pelas comunidades e grupos em função do seu meio, de sua interação com a natureza e da sua história, e seu anseio por identidade e continuidade, contribuindo assim à promover o respeito pela diversidade cultural e criatividade humana”. Este mesmo texto salienta que o patrimônio cultural imaterial “se manifesta notadamente nos seguintes domínios: (a) as tradições e expressões orais, aí compreendida a língua como vetor do patrimônio cultural imaterial; (b) as artes do espetáculo; (c) as práticas sociais, rituais e eventos festivos; (d) os conhecimentos e práticas relativos à natureza e ao universo; (e) os saberes ligados ao artesanato tradicional”.

Sem pretender questionar a pertinência desta definição ou as fronteiras por vezes difusas entre patrimônio material e imaterial, este colóquio tem por objetivo refletir sobre os processos de construção deste patrimônio imaterial, suas circunstâncias, atores implicados, objetivos buscados bem como riscos e perigos ligados à esta forma de patrimonialização.

Importante constatar que há alguns anos assistimos à uma crescente memorialização das práticas culturais cujo objetivo é sua salvaguarda, mas também uma maior visibilidade social em contextos (modernização, urbanização, globalização, etc.) em que estas se sentem ameaçadas ou se percebem em situação de perigo. Esta inflação memorial e patrimonial à que assistimos vem a ser o resultado de um combate destinado a preservar estas práticas culturais.

Este colóquio busca inscrever a análise do patrimônio imaterial em uma continuidade que integra os processos de construção identitária, o desejo de memorialização de certas práticas e elementos culturais com os quais um grupo se identifica enquanto grupo (o que implica a seleção de alguns elementos e o descarte de outros), assim como o recurso à patrimonialização desta “herança cultural” que se considera tanto uma riqueza comum a ser preservada quanto um elemento central da identidade.

Dentre todos os atores envolvidos nos processos de patrimonialização, o colóquio propõe concentrar-se sobre três grupos, a saber: as populações imigrantes (ou emigrantes), as populações autóctones (ameríndios espalhados por todo o continente) e os habitantes de regiões onde as reivindicações identitárias são particularmente fortes (Quebec, Bretanha, País Basco, etc.). A escolha destes três grupos nos permitirá focalizarmos sobre os processos e os mecanismos adotados por cada grupo, a fim de destacar as particularidades ou pontos de encontro. Tentaremos compreender o lugar que estas práticas de patrimonialização ocupam na construção da identidade, mas também nas suas necessidades de reconhecimento e/ou legitimidade enquanto experiência coletiva. A patrimonialização do tango nascida das populações imigrantes instaladas em Buenos Aires, da capoeira praticada pelas populações afro-brasileiras, da Pirekua das comunidades autóctones do estado mexicano de Michoacán para o continente americano e a fest-noz bretã, as polifonias corsas (cantù in paghihella) ou o flamenco andaluz para o continente europeu são exemplos da importância que estes diferentes grupos atribuem aos processos de patrimonialização.

Nesta perspectiva, que alia as noções de identidade, memória e patrimônio, um primeiro ângulo de aproximação privilegiado é o da “fábrica” do patrimônio imaterial, isto é, a análise dos processos a partir dos quais certos coletivos selecionam e fazem emergir objetos, saberes ou fazeres e/ou práticas culturais com um objetivo de patrimonialização ou de institucionalização: quais são os critérios adotados? Qual o momento escolhido para esta demanda? Quais são os atores implicados? Quais são as formas escolhidas para esta patrimonialização (museu, demanda de reconhecimento perante organizações públicas nacionais e/ou supranacionais, experiências informais exteriores aos circuitos da UNESCO, etc.)?

O colóquio se interessa igualmente pelas iniciativas concebidas e experimentadas pelas populações

consideradas e implementadas pelas instâncias públicas (regionais, nacionais ou supra, eventualmente, transnacionais), como, por exemplo, é o caso de diferentes museus de migrações ou aqueles dedicados às populações autóctones. Qual o objetivo desta transformação do patrimônio de um grupo minoritário em patrimônio “nacional” e, em seguida, patrimônio da humanidade? Quais são os usos públicos destas “práticas de patrimonialização”? Como esta patrimonialização é percebida pelos grupos implicados?

Um último ângulo de abordagem privilegiado será a análise do papel da noção de perigo no processo de patrimonialização e suas consequências. Quais são as estratégias adotadas para enfrentar a forte vulnerabilidade destas culturas imateriais, orais na maior parte das vezes? Quais são as ações empregadas pelo conjunto dos atores envolvidos para se protegerem dos perigos ligados à globalização, à urbanização, ao turismo, às transformações da vida contemporânea, à tecnologia, etc.? Como eles se posicionam quando o patrimônio imaterial se torna uma simples atração turística ou um produto comercial? É possível fazer com que este mesmo patrimônio preserve seu dinamismo e sua capacidade de evoluir e evitar que este se “fossilize” ou seja considerado como um elemento exótico do passado?

Do ponto de vista metodológico, a abordagem proposta pelo colóquio será, antes de tudo, pluri e interdisciplinar: todos os pontos de vista serão aceitos, seja apoiando-se na disciplina histórica como na sociologia, antropologia, geografia, urbanismo, arquitetura, história da arte, ciências naturais e meio ambiente, direito, narratologia, etc. As análises poderão adotar uma perspectiva tanto diacrônica quanto sincrônica e poderão também abordar vários processos de patrimonialização em perspectiva comparada.

As propostas (em inglês, francês, português ou espanhol) deverão conter: nome e sobrenome, titulação, um resumo da comunicação de aproximadamente 300-500 palavras e uma breve nota bibliográfica. Elas deverão ser enviados antes de **15 de dezembro de 2018**.

Deverão ser dirigidas conjuntamente às organizadoras do colóquio:

- Edna Hernández González: Edna.Hernandez@univ-brest.fr
- María José Fernández Vicente: fernandezv@univ-brest.fr

A resposta do comitê científico será enviada aos participantes antes de **15 de janeiro de 2019**.

Comitê científico: Catherine Conan (Université de Bretagne Occidentale), Eliane Elmaleh (Le Mans Université), María José Fernández Vicente (Université de Bretagne Occidentale), Edna Hernández González (Université de Bretagne Occidentale), Marcelo Carlos Huernos (Universidad Nacional de Buenos Aires), Daniel Le Couédic (Université de Bretagne Occidentale), Anne Le Guellec (Université de Bretagne Occidentale), María Estela Mansur (Universidad Nacional de Tierra del Fuego), Guy Mercier (Université Laval), Marie-Christine Michaud (Université Bretagne Sud), Sylvia Nemer (Fundação Casa de Rui Barbosa), Jimena Obregon (Université de Rennes 2), Miguel Olmos Aguilera (Colegio de la Frontera Norte), Marie Laure Poulot (Université de Cergy Pontoise), Sylvie Pédrón-Colombani (Université Paris Nanterre), Lionel Prigent (Université de Bretagne Occidentale), Aurelio Sánchez Suárez (Universidad de Yucatan), Jean-Marc Serme (Université de Bretagne Occidentale), Sheri Shuck-Hall (Christopher Newport University).